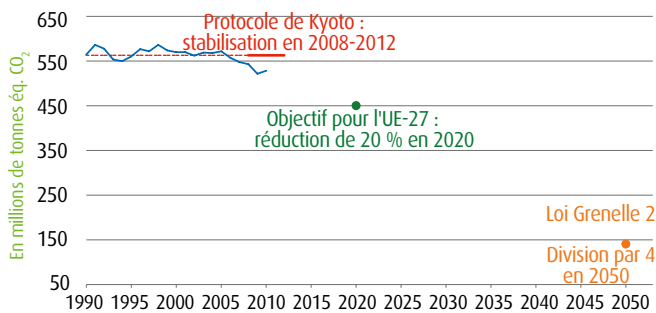


CLIMAT | Émissions

Émissions agrégées des six gaz à effet de serre*

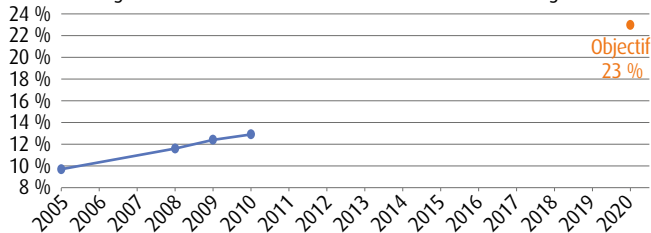


* Dioxyde de carbone (CO₂), Méthane (CH₄), Protoxyde d'azote (N₂O), Hexafluorure de soufre (SF₆), Hydrofluorocarbures (HFC) et de Perfluorocarbures (PFC).
Source : SOeS d'après Citepa, inventaire CCNUCC, mars 2012 (Dom inclus).

Dans le cadre du protocole de Kyoto, les émissions de gaz à effet de serre de la France ont, en 2010, dépassé l'objectif de stabilisation à l'horizon 2008-2012 par rapport à 1990. Elles ont davantage diminué entre 2007 et 2010 qu'entre 1990 et 2007. La hausse des émissions des transports (+ 13 %) et du résidentiel-tertiaire (+ 13 %) a été compensée par la baisse de celles de l'industrie (- 36 %), de la branche énergie (- 11 %) et de l'agriculture (- 9 %). L'objectif à l'horizon 2020 pour l'UE et la France est une réduction de 20 %. Celui à l'horizon 2050 fixé par la loi Grenelle 2 est une division par 4.

ÉNERGIE | Énergies renouvelables

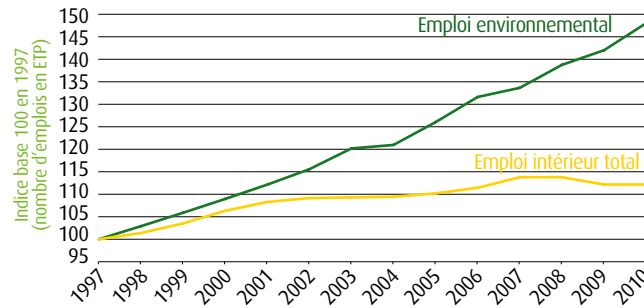
Part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie



Note : calculs effectués selon la méthode prévue par la directive 28/CE/2009.
Source : SOeS, bilan de l'énergie 2010 (Dom inclus).

La part des énergies renouvelables dans la consommation finale brute d'énergie en France est de 12,9 % en 2010, contre 9,7 % en 2005. L'objectif fixé par la directive européenne de 2009 et repris par la loi dite « Grenelle 1 » est de 23 % en 2020. Le bois et l'hydroélectricité assurent 69 % des 22 millions de tonnes équivalent pétrole d'énergie renouvelable consommées en 2010. Les progrès observés depuis 2005 tiennent au développement des agrocarburants (12 % de la consommation finale d'énergie renouvelable en 2010), du bois, des pompes à chaleur (6 %) et de l'éolien.

ÉCONOMIE | Emploi environnemental



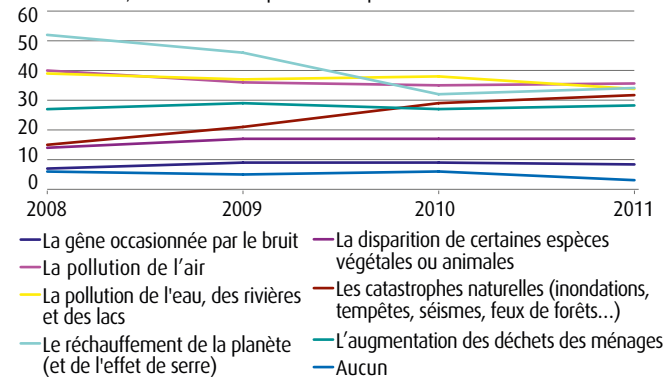
Source : Insee (Comptes nationaux, base 2005) – SOeS, 2012 (Dom inclus).

Entre 2004 et 2010, le nombre d'emplois environnementaux (en équivalent temps plein) a augmenté de 20 %, soit un rythme annuel moyen de 3,4 % très supérieur à celui de l'ensemble de l'économie (0,5 %). En 2008, tiré par la très forte hausse des énergies renouvelables (+ 25,5 % entre 2007 et 2008) l'emploi environnemental a crû significativement (+ 3,4 %). Le ralentissement constaté en 2009 consécutif à la crise économique fut néanmoins de moindre ampleur dans le secteur des éco-activités que dans l'ensemble de l'économie. Dès 2010, l'emploi dans les éco-activités repart à la hausse alors que celui dans le reste de l'économie stagne.

OPINION | Préoccupations des Français

Parmi les problèmes suivants liés à la dégradation de l'environnement, quels sont les deux qui vous paraissent les plus préoccupants ?

En % arrondis, cumul des deux premières réponses



Source : Insee, Enquête de conjoncture auprès des ménages, avril 2008, novembre 2009, 2010 et 2011.

Commissariat général au développement durable

Service de l'observation et des statistiques

Tour Voltaire, 92055 La Défense cedex

Mel : diffusion.so.es.cgdd@developpement-durable.gouv.fr

© MEDDTL/CGDD/SOeS, 2012

ISSN : en cours – Dépôt légal : juin 2012

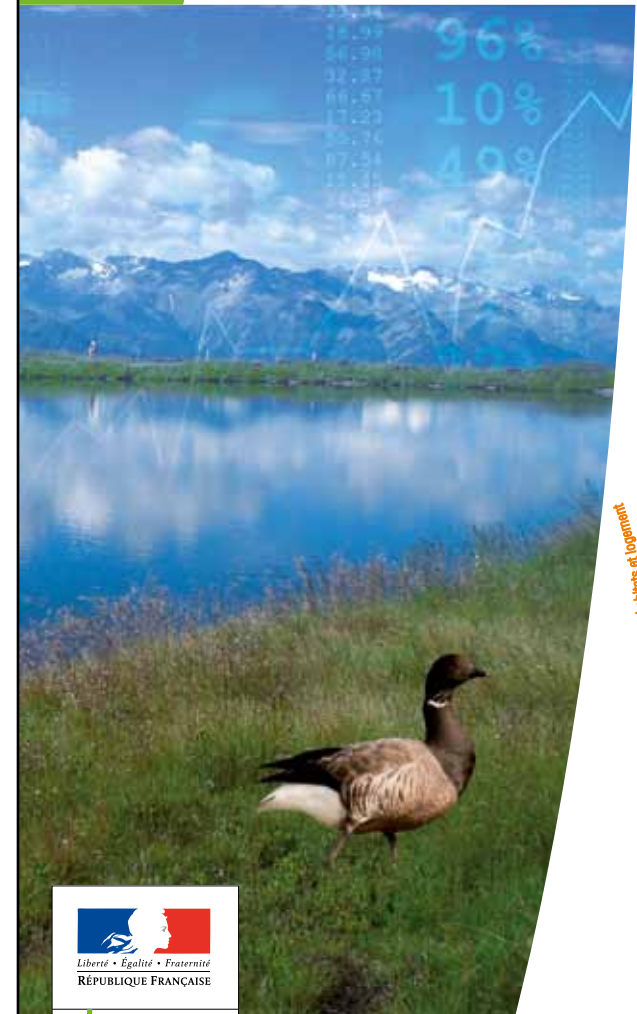
COMMISSARIAT
GÉNÉRAL AU
DÉVELOPPEMENT
DURABLE

Repères

10 indicateurs clés de l'environnement

Édition 2012

Juin
2012



Ressources, territoires, habitats et logement
Énergies et climat
Prévention des risques
Développement durable
Infrastructures, transports et mer

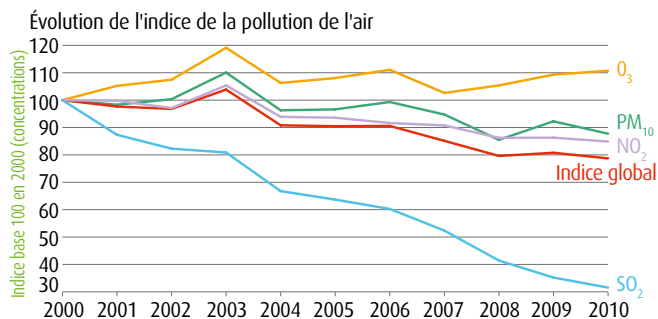
Présent
pour
l'avenir



Ministère
de l'écologie,
du développement
durable
et de l'énergie

Service de l'observation
et des statistiques

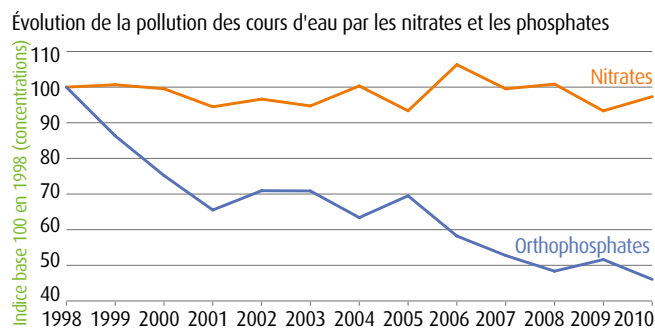
AIR | Pollution de l'air en milieu urbain



Source : SOeS, d'après données BDQA, Ademe, juin 2011 (France métropole hors Corse).

La qualité de l'air en milieu urbain, basée sur les mesures de 4 polluants, s'est globalement améliorée entre 2000 et 2010. La baisse des concentrations en SO₂ y contribue pour beaucoup. Les teneurs en NO₂ diminuent légèrement. Dans une moindre mesure, celles en PM₁₀ suivent aussi une tendance à la baisse, mais sont très dépendantes des conditions météorologiques. À l'opposé, les teneurs en O₃ augmentent. La dégradation observée en 2003 est notamment attribuable aux conditions météorologiques particulières du mois d'août. Ces polluants peuvent affecter l'appareil respiratoire à différents degrés. La dangerosité des particules dépend de leur composition et de leur granulométrie.

EAU | Pollution des cours d'eau

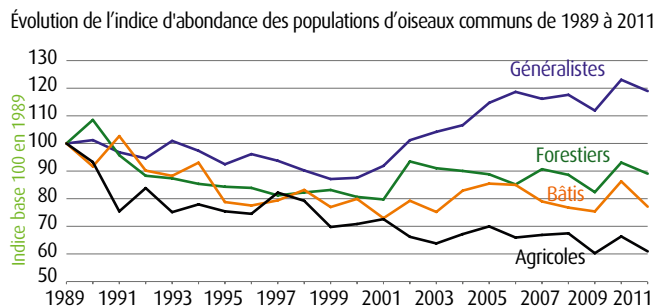


Note : La série a été mise à jour avec des données restreintes au 1^{er} semestre 2008 pour le bassin Seine-Normandie et à la période août-décembre 2010 pour le bassin Adour-Garonne.

Source : agences de l'Eau – traitements SOeS, 2012.

Les teneurs en orthophosphates dans les cours d'eau ont diminué de moitié depuis 1998, grâce à l'amélioration du traitement des eaux usées urbaines et à la baisse sensible de l'utilisation des engrais phosphatés. La légère diminution du recours aux engrais azotés n'a pas eu d'effet sensible sur les teneurs en nitrates dans les cours d'eau, qui restent globalement stables sur la période. Les évolutions interannuelles en nitrates sont principalement influencées par la pluviométrie.

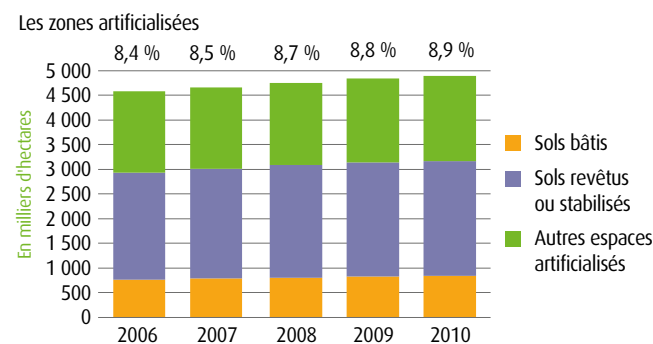
BIODIVERSITÉ | Oiseaux communs



Source : Muséum national d'histoire naturelle, 2012 (France métropole).

Les effectifs des différents groupes d'oiseaux étudiés ont baissé au cours des années 90. Durant la dernière décennie, ils semblent se stabiliser pour les espèces spécialisées, et à un niveau bas pour les agricoles. Les espèces généralistes s'adaptent mieux et progressent nettement. Cette évolution, si elle se confirme, menacera la diversité de la faune aviaire par l'homogénéisation des populations. Des tendances similaires sont observées en Europe. Les causes du déclin sont multiples. La dégradation ou la perte des habitats demeure la principale menace.

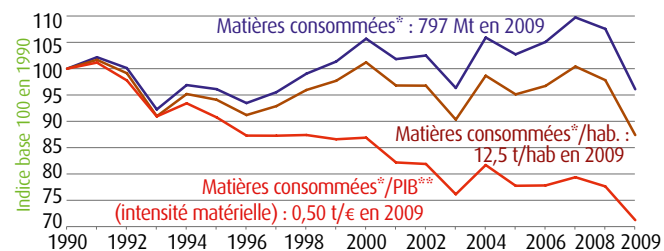
OCCUPATION DES SOLS | Artificialisation



Source : ministère chargé de l'Agriculture (SSP), Enquête Teruti-Lucas, série révisée en 2010, avril 2011 (France métropole).

Les zones artificialisées occupent 4,9 millions d'hectares en 2010, soit près de 9 % de la métropole. La moitié correspond à des sols revêtus ou stabilisés (routes, parkings), dont l'imperméabilisation a notamment des impacts négatifs sur le cycle de l'eau. Les espaces artificialisés se sont étendus d'environ 260 000 hectares entre 2006 et 2009, en grande partie aux dépens de terres agricoles, mais aussi de milieux semi-naturels.

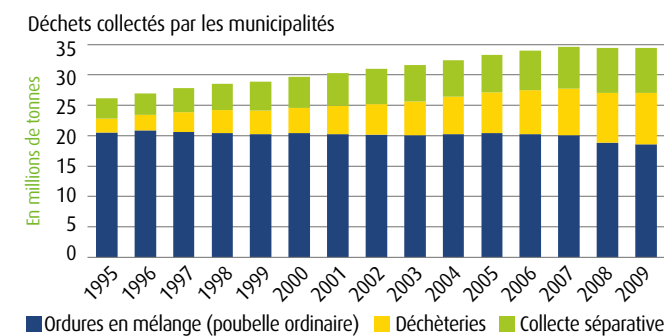
RESSOURCES | Consommation de matières



* Consommation intérieure de matières (DMC) (Domestic Material Consumption) : poids des combustibles fossiles, des produits minéraux, agricoles et sylvicoles, extraits du territoire national ou importés sous forme de matières premières ou de produits finis, exportations déduites. ** En volume, prix chaînés, base 2000. Source : SOeS, 2012 (Dom inclus).

De 1990 à 2008, le contenu en matières du PIB, ou « intensité matières » a baissé de 22 %, traduisant un moindre besoin apparent en matières pour générer chaque euro de valeur ajoutée. Malgré cela, la consommation de matières (14 tonnes par habitant) n'a pas diminué en raison de l'augmentation de la production. En 2009, la chute de la consommation intérieure de matières (- 11 %), plus marquée que celle de la production (- 4 %), a accentué la diminution de l'intensité matières. Les matériaux de construction ont joué un rôle prépondérant dans cette baisse.

DÉCHETS | Déchets municipaux



Source : Ademe – SOeS, 2011 (Dom inclus).

Après une hausse régulière, la collecte des déchets municipaux s'infléchit, passant de 543 kg par habitant en 2007 à 535 en 2009. La part des ordures ménagères en mélange baisse tendanciellement au profit de la collecte sélective, représentant en 2009 moins de 45 % des 34,5 millions de tonnes (Mt) produites. La collecte sélective, constituée de la collecte séparative et des apports en déchèteries (4 500 aujourd'hui), s'élève à près de 15 Mt en 2009, soit une croissance de plus de 70 % en dix ans. La collecte des emballages, verres, papiers-cartons, journaux et magazines, atteint près de 5 Mt, les déchets verts 4,5 Mt.